

# La Kart

octobre 2021

Jeunes et sans-abrisme, comment en parler ? La réalité est si complexe. Chaque jeune a son parcours et ses problématiques propres. Il n'y a pas de « one size fits all », de solution standard qui s'appliquerait indifféremment à tous et toutes. **Et ne traiter que la question du logement ne suffit pas.**

Car un-e jeune sans abri, c'est un-e jeune qui est en rupture familiale, ou scolaire, ou les deux. Il ou elle a peut-être subi des violences ou est né-e dans un foyer en grande précarité, ou les deux. Il ou elle est chargé-e de son bagage de traumatismes, est peut-être passé-e par la case délinquance pour survivre ou s'est réfugié-e dans l'alcool ou la drogue pour échapper à sa situation, ou tout à la fois.

D'ailleurs ce terme « jeunes », il peut donc y avoir une très jeune femme qui s'est enfuie d'un foyer violent, un mineur non accompagné arrivé en Belgique après une migration douloureuse et traumatisante, un jeune homme dont le nouveau beau-père ne voulait plus après un remariage, ou une jeune fille avec un léger handicap que la famille n'a pas comprise ou a rejeté. Il peut aussi y avoir cet enfant ayant grandi dans une famille en difficulté, pris en charge par l'Aide à la Jeunesse, devenu de plus en plus opposé à toute forme de prise en charge institutionnelle, en conflit avec un « système » perçu comme trop peu à l'écoute, trop cadrant, trop figé... et, indirectement, trop violent aussi.

Durant son parcours de vie, les adultes qui devaient le ou la porter ont failli. Le ou la jeune se sent abandonné-e voire rejeté-e par la société et c'est bien compréhensible. Cette société lui demande à la fois de se prendre en charge de plus en plus tôt, tout en ne lui donnant pas les moyens de le faire. Les jeunes doivent gagner leur vie, payer leur logement, s'assumer en somme : mais il n'y a plus d'emploi et les loyers sont trop élevés. Faut-il encore préciser que la COVID et ses conséquences n'ont fait qu'aggraver la situation ?

Un-e jeune qui n'a pas de logement fixe, c'est un-e jeune qui fait face à trois errances : **physique** (d'un lieu à l'autre), **institutionnelle** (d'un service à l'autre) et **psychologique** (d'une situation insécure à une autre, sans port d'attache). Ces jeunes dorment tantôt chez des ami-e-s, tantôt dans des lieux publics (la rue, une station de métro, un cinéma, etc.), tantôt en hébergement social... Ils et elles s'éloignent des institutions (et donc du recours à leurs droits) car celles-ci sont devenues inaccessibles, inappropriées et

synonymes de violences. À l'Ilot, nous parlons ainsi de **jeunes en errance** plutôt que de jeunes sans abri. Parce que ces jeunes sont constamment en mouvement et se méfient des structures institutionnelles, les accompagner est particulièrement difficile.

C'est pourquoi, fin 2020, nous avons participé activement à la création du centre de jour Macadam pour jeunes en errance, qui a ouvert ses portes en juillet 2021. Macadam a précisément pour mission de **créer un point d'ancrage**, un endroit où ces jeunes pourront venir et revenir, se poser et se reposer et où une **relation de confiance** pourra se tisser. Afin de prendre en compte la réalité complexe de chacun-e de ces jeunes, ce projet a été créé dans une **démarche intersectorielle** avec des acteurs des secteurs du sans-abrisme, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, de la lutte contre les inégalités et de la santé mentale (Le Méridien, Le Forum Bruxelles contre les Inégalités, la Ligue bruxelloise pour santé mentale, les AMO Cemo, Abaka et SOS jeunes).

Car la situation, malheureusement, se détériore d'année en année : non seulement le nombre de jeunes en errance ne cesse de croître, mais ils et elles sont confronté-e-s au sans-abrisme aussi **beaucoup plus tôt dans leur parcours de vie**. Rien qu'à Bruxelles, cela concerne plus de 900 mineur-e-s, une augmentation de 50,7 % par rapport à 2018 !

Mais nos équipes restent optimistes et déterminées : **il est hors de question de laisser tomber notre jeunesse**. Les pistes de travail sont claires : **créer des lieux désinstitutionnalisés** où les jeunes peuvent dire en toute liberté qui ils et elles sont, comment ils et elles se projettent dans la vie ; **travailler en intersectorialité** pour mieux les accompagner dans la globalité et la complexité de leur parcours et dans la spécificité que représente l'étape « jeunesse » ; les écouter et leur **permettre de participer** aux solutions qui les concernent. Nos jeunes, ces jeunes en particulier, doivent pouvoir retrouver la place qui devrait être la leur dans la société : celle de l'espoir et de l'avenir. Pour cela, nous devons pouvoir les regarder et les considérer comme des personnes et non comme des problèmes. **Il est urgent que les acteurs et actrices de la vie politique recréent de la confiance** en les écoutant, plutôt qu'en leur imposant une vision de la société qui ne leur correspond pas.

Car il s'agit de leur redonner leur dignité et leur place dans notre société. Ces jeunes le méritent. Collectivement, nous ne pouvons pas, à nouveau, leur faire défaut.

Ariane Dierickx, Directrice générale de l'Ilot  
Bernard de Vos, Délégué général aux droits des enfants

Pour mieux comprendre la situation de ces jeunes, retrouver des portraits avec Bernard de Vos, Délégué aux droits des enfants, et Ariane Dierickx, Directrice de l'Ilot, sur [http://ilot.be/jeunes\\_en\\_errance\\_interview/](http://ilot.be/jeunes_en_errance_interview/)

## CHIFFRES ET TERMINOLOGIE

25,5 %

20 %

4 enfants sur 10

20,6 %

933

1 enfant sur 4

de taux de chômage chez les moins de 24 ans (c'est-à-dire de jeunes inscrit-e-s comme chercheur-euse-s d'emploi auprès des organismes publics de recherche d'emploi tels que Actiris ou le Forem. Ce chiffre n'inclut donc pas le chômage invisible des jeunes non-inscrit-e-s...).

de ces jeunes chômeur-euse-s sont également inscrit-e-s au CPAS.

naissent, à Bruxelles, dans une famille qui vit au-dessous du seuil de pauvreté.

des enfants belges vivaient avant la crise liée au COVID-19 dans des foyers « pauvres ». On s'attend à ce que ce chiffre monte à 25 % après cette crise.

mineur-e-s ont été recensé-e-s en 2020 comme étant sans abri, une augmentation de 50,7 % en deux ans (recensement de Bruss Help en Région de Bruxelles-Capitale).

grandit dans un ménage sans revenus du travail à Bruxelles.

## MENA

Mineur-e-s Étranger-ères Non Accompagné-e-s : il s'agit de jeunes d'origine étrangère, arrivés en Belgique sans leurs parents ou représentant-e-s légaux-ales. Certains-e-s entament la procédure de demande d'asile mais beaucoup ne le font pas car ils ou elles espèrent continuer leur chemin vers un autre pays européen. Cela fragilise encore davantage leur situation. Ces jeunes fuient souvent une grande précarité et ont, parfois, déjà connu la rue dans leur pays d'origine. En raison de leur parcours traumatique de migration et de leur situation difficile en Belgique, ils ou elles développent fréquemment des assuétudes.

93

MENA en Fédération Wallonie-Bruxelles au 1<sup>er</sup> décembre 2019.

## « Incasables », NEET

Ce terme vient des secteurs de l'Aide à la Jeunesse, de la santé mentale et du secteur du handicap pour désigner des jeunes à la croisée de ces trois secteurs et qui ne trouvent pas de services adaptés à leurs besoins. Les jeunes ont mis à l'épreuve, voire en échec, les accompagnements mis en place par les institutions. C'est aussi le titre d'un documentaire réalisé par le Forum contre les Inégalités, que nous vous recommandons (<https://www.le-forum.org/news/11477/Les-incasables-le-documentaire>).

130

jeunes dits « incasables » en Fédération Wallonie-Bruxelles.

14,1 %

de NEET en Région bruxelloise en 2019.

## Jeunes en errance

Les jeunes en errance sont des jeunes âgés-e-s de 12-13 ans jusqu'à parfois 25 ans. Ils ou elles ne sont pas toujours sans domicile au sens strict mais en mouvement continu entre amis hébergement social, famille, lieux publics, squats, etc. Ces jeunes vivent des désaffiliations (scolaire, familiale, institutionnelle). Leur errance géographique rend leur suivi très difficile, d'où l'idée de créer un point d'ancrage grâce au nouveau dispositif d'accueil Macadam auquel l'Ilot collabore activement. Ce dispositif d'accueil se veut inconditionnel et à bas seuil. Pour en savoir plus, lisez l'entretien sur l'initiative Macadam avec sa présidente, Madeleine Guyot et Simon Niset, directeur d'une de nos maisons d'accueil pour hommes à Charleroi.

## ÉDITO



Antoine a dix-sept ans. Il vivait avec sa mère, son beau-père et les enfants de ce dernier. L'enfer de la rue, il le connaît déjà.

l'appart il était trop petit pour tout le monde on m'appelait pas pour manger mon beau-père il me disait de la fermer y avait pas d'assistée pour moi pas de couverts rien ils allaient voir papy et mamy on me disait rien c'était tout pour les petits rien pour moi ils m'ont trop mis des bâtons dans les roues je sais pas comment expliquer moi je voulais juste draguer les filles faire de la musique la fête avec des copains vous voyez mon beau-père c'était pas ça mes notes ça n'allait pas je faisais toujours trop de bruit j'étudiais pas assez je sortais trop j'allais pas droit j'aurais dû alors quand il me frappait ben voilà voilà

tu dis c'est juste quelques jours madame j'ai quelques problèmes mais ça va je vais m'en sortir vous en faites pas mais non ça va pas j'ai nulle part où aller quand je suis parti mon beau père gueulait que j'avais pas intérêt à revenir ma mère pleurait elle disait rien elle est restée avec lui elle est restée et puis désolé j'ai pas tenu longtemps je veux dire l'école dormir chez des potes et puis quels potes ils étaient pas là de toute façon leurs parents ils veulent pas que je traîne avec eux je suis pas comme il faut on me regarde partout où je vais on se fout de moi tu vois d'un coup tu comprends que tu peux compter sur personne alors faut partir là où on te connaît pas

quand t'es trop déprimé y a toujours des gens dans le centre tu vois des gars qui font la fête ils sont bourrés ils comprennent pas vraiment ce qui se passe ils s'en foutent d'où tu viens si tu t'en sors bien tu deviens pote ils te paient des bières te passent une clope ou deux tu te sens moins seul mais ça dure pas longtemps tu vas les suivre dans les bars ils te filent des trucs des machins tu vois ce que je veux dire sur le coup tu crois que t'es bien mais non après c'est pareil y a nulle part où aller chez ma mère laisse tomber non non j'espère pas qu'elle m'attend peut-être qu'elle le fait c'est possible je sais pas dormir sur un banc c'est galère sérieux vas-y tu fîres sur ta dernière cigarette dans le noir et tu entends des bruits autour de toi qu'est-ce que tu fais alors tu marches et tu marches toute la nuit t'attends le soleil c'est sans fin peut-être qu'il y a une place après dans un centre quelque part et là t'as la rage parce que tu te dis merde si c'est déjà comme ça maintenant qu'est-ce ça sera à dix-huit ans est-ce que je suis foutu est-ce que je suis foutu



## INTERVIEW

Madeline Guyot, présidente de l'association Macadam - jeunes en errance et Simon Niset, directeur d'une des maisons d'accueil pour hommes seuls de l'Ilot à Charleroi échangeant sur les spécificités de l'accompagnement des jeunes (entre 15 et 26 ans).

**L'Ilot : Simon Niset, est-ce que vous accueillez des jeunes dans votre maison d'accueil ?**  
**Simon Niset :** Oui, en 2019 et en 2020 on a accueilli 20 % de jeunes ayant entre 18 et 24 ans. C'est très significatif. C'est une évolution récente.

**L'Ilot : Comment ces jeunes hommes sont arrivés chez vous ?**  
**Simon Niset :** Il y a différentes manières : soit ces jeunes connaissent des maisons d'accueil, soit ils se sont adressés à un service social de première ligne, soit ils appellent d'eux-mêmes partout en espérant trouver une place d'accueil et d'hébergement temporaire... Ce qui m'interpelle c'est que beaucoup de ces jeunes ont déjà un parcours dans l'aide à la jeunesse. On peut donc se poser la question d'un certain échec à un moment précoce, au niveau familial d'abord et ensuite au niveau des institutions qui sont censées prendre le relais. Les questions de mise en autonomie ont toujours été très compliquées. Force est de constater que pour une bonne partie de jeunes, cela ne fonctionne pas comme cela devrait. Avec l'équipe socio-éducative de notre maison d'accueil à l'Ilot, nous nous interrogeons par rapport à l'accueil de ce public, et, entre autres, de savoir si une maison ouverte à tous les âges est vraiment bien adaptée. On constate deux choses : la première, c'est que certains sous-groupes de jeunes vont rentrer en conflit avec des plus âgés ; la deuxième c'est la potentielle mauvaise influence de plus âgés sur les plus jeunes, notamment pour ceux qui cherchent une figure parentale. En même temps, je crois fort à la mixité des publics, la mixité des âges... D'une part, créer des structures spécifiques pour les jeunes peut accroître le risque

pour eux de se tirer mutuellement vers le bas. Mais, d'autre part, il faut le dire honnêtement, on a déjà accueilli des jeunes qui sont ressortis plus abimés d'une maison d'accueil qu'à leur arrivée parce qu'ils y avaient rencontré les mauvaises personnes, souvent en lien avec des problèmes d'assuétudes et de consommation...

**L'Ilot : Le risque de glissement vers le bas serait selon vous moins grand si les jeunes restaient en groupe sans autre contact avec des plus âgés-e-s ?**  
**Simon Niset :** En fait, je ne dirais pas que c'est une problématique liée au fait que les jeunes se regroupent. Il est évidemment normal que les jeunes s'associent. Ce qui est compliqué pour nous, c'est de leur faire comprendre que les enjeux ne sont pas les mêmes pour eux que pour des jeunes qui sont en famille, et n'ont pas eu ce parcours d'errance et d'exclusion qui est le leur. On peut respecter le fait qu'à 18 ans, on fait la fête, on est un peu insouciant... mais un jeune reste chez nous pendant neuf mois et, si au bout des neuf mois, on n'arrive pas à concrétiser un projet de logement, il va se retrouver à la rue. Il y a une urgence à se mobiliser mais c'est parfois assez difficile de leur en faire prendre conscience.

**Madeline Guyot :** Ce que Simon dit résonne fort à plein de niveaux. C'est une question complexe. Ce public a besoin d'être entendu dans ses demandes et ses non-demandes, d'être compris et qu'un lien soit créé. Le but de l'initiative Macadam c'est de proposer un accueil « bas seuil » de jour inconditionnel pour un public fortement désaffilié et de lui fournir une réponse le plus possible

## LE PROJET MACADAM

désinstitutionnalisés. « Bas seuil », cela implique que tout jeune peut y venir, quelle que soit la complexité de sa situation, quel que soit son niveau d'autonomie.

**L'Ilot : Qu'est-ce que ce ça veut dire « une réponse désinstitutionnalisée » ?**  
**Madeline Guyot :** C'est permettre constamment à la structure de se poser la question de savoir si les services qu'elle offre sont adaptés aux besoins. C'est forcer l'institution à s'adapter aux jeunes plutôt que les jeunes au fonctionnement de la structure. C'est aussi éviter une conditionnalité monolithique. Car pour certains jeunes, la mise en projet ou le projet de logement, etc., ça peut fonctionner. Mais pour plein d'autres jeunes, ça ne fonctionne plus. Il leur faut un temps de repos. *Macadam* veut le leur offrir, avec un accompagnement. Ça implique d'être prêt à accueillir la non-demande des jeunes. Voilà donc nos trois principes directeurs à *Macadam* : l'inconditionnalité, le fait de ne pas s'institutionnaliser et le fait d'accueillir la non-demande.

**L'Ilot : Est-ce que le fait d'être financé par les pouvoirs publics, qui ont des attentes, ne risque pas justement de conduire à une institutionnalisation ?**  
**Madeline Guyot :** L'ADN de *Macadam* c'est l'intersectorialité : santé mentale, aide à la jeunesse, sans-abrisme, lutte contre la pauvreté, etc. L'Ilot connaît bien ce type de démarche parce qu'il est membre du Conseil d'Administration et fonctionne beaucoup avec d'autres secteurs. Cela garantit une approche plus large que celle d'un seul secteur donc d'une seule « vision politique ». La volonté de *Macadam* c'est de ne pas rentrer dans une case afin de faire place

à quelque chose qui s'articule entre la minorité et la majorité d'âge, le sans-abrisme, l'aide à la jeunesse, la santé mentale, la lutte contre la pauvreté, etc. **L'Ilot : Simon Niset, comment réagissez-vous à l'idée de la création d'un centre de jour bas seuil pour jeunes ?**  
**Simon Niset :** Je pense que c'est une initiative qui a énormément de sens. Il y a vraiment urgence. C'est un besoin qui avait d'ailleurs déjà été relayé par Philip De Buck, directeur du Centre d'Accueil de jour de l'Ilot, qui disait qu'il était alarmé par le nombre de jeunes qu'il voyait. Leur difficulté à trouver leur place dans un centre ouvert à tous et toutes, la difficulté de l'équipe à répondre à leurs besoins et attentes spécifiques et la potentielle mauvaise influence que pouvait avoir le public plus ancien sur ce public jeune qu'il identifiait comme extrêmement fragile.

**L'Ilot : Quelle est la bonne manière d'accueillir et d'accompagner ces jeunes ?**  
**Simon Niset :** Je pense qu'il faut aller vers un maximum de diversité et éviter les groupes homogènes, pour que tous les jeunes se sentent autorisés à fréquenter ce centre. Après, les jeunes sont dans la construction de soi, dans la remise en question d'un système et de toute forme d'autorité. Il faut donc qu'il y ait un cadre clair mais avec lequel les éducateurs et éducatrices puissent jouer de manière intelligente, sinon ça risque d'être extrêmement compliqué.

**Madeline Guyot :** Nous accueillons tous les jeunes, en adaptant les modalités d'accueil. Ces jeunes ont

l'errance comme seul dénominateur commun. On parle de personnes migrantes, LGBTQI+, de jeunes filles enceintes, etc. Il faut les toucher et les accompagner de façon pertinente, en fonction de leur situation, et être très réactif. Enfin, nous voulons stimuler leur participation, au sein de *Macadam* mais aussi pour se faire entendre des politiques, intervenir comme experts du vécu, etc.

**L'Ilot : Quels sont les défis et les points d'attention ?**  
**Simon Niset :** Il faut une équipe solide et nombreuse pour accompagner ces jeunes aussi très concrètement dans leurs démarches administratives ou pour la recherche d'un logement. Et bien intégrer la structure dans le quartier, pour que les jeunes y accèdent facilement, sans crainte de n'être pas bienvenus.

**Madeline Guyot :** Ils sont nombreux. Il faut éviter d'entrer dans la fameuse « boucle de mobilité » des jeunes en errance, qui circulent sans cesse entre les mêmes services et reviennent à chaque fois à la « case départ ». L'enjeu, c'est d'améliorer la trajectoire de ces jeunes. Cela veut dire promouvoir l'intersectorialité, qui est indispensable. On doit également arriver à toucher des jeunes qui sont plus difficiles à atteindre, comme les jeunes victimes de traite et d'exploitation sexuelle. Nous voulons aussi développer une expertise sur ces publics qui puisse servir à tous les acteurs. Enfin, il faut assurer des financements à la hauteur des enjeux. Nous avons besoin de l'engagement ferme et concret des politiques sur cette question.

